

LA RARETE DE L'EAU : DEFIS ET OPPORTUNITES

- Cas du Secteur Agricole au Maroc -

Professeur Mohammed SADIKI

Séminaire de haut-niveau, « rareté de l'eau : défis et opportunités »

Rome, Italie, 17 Novembre 2017

Résumé de l'intervention du Pr. Mohammed Sadiki, Délégué du Maroc au CIHEAM, Vice-Président

La raréfaction des ressources en eau constitue une contrainte majeure à l'échelle mondiale, sous les effets conjugués de l'irrégularité de la pluviométrie, des besoins croissants des pays pour répondre à la pression démographique et l'appel des secteurs économiques concurrents (agriculture, industrie, eau potable, tourisme, etc.). Cette situation est par ailleurs exacerbée par l'impact des changements climatiques. Avec un taux d'utilisation de 69% de l'eau, le secteur agricole, de loin le plus consommateur en eau et le plus touché par les changements climatiques, est déterminant de l'équilibre ou du déséquilibre en termes d'accès aux ressources hydriques à l'échelle planétaire.

Pour la méditerranée, les contraintes climatiques, notamment la rareté des ressources hydrique ont toujours été des caractéristiques structurelles. Les sociétés y ont développé d'ingénieux systèmes de production agricole afin de s'y adapter et d'y faire face. Aujourd'hui, cette résilience est mise à l'épreuve. Les projections sur le stress hydrique des pays riverains sont défavorables, avec des estimations qui prédisent une contraction du PIB de 6% à l'horizon 2050 uniquement en raison de la rareté de l'eau. L'insécurité hydrique, seuil qui concerne les pays dont la disponibilité en eau par an et par habitant est inférieure à 1700 m³, frappe déjà 10 Etats méditerranéens (Libye, Israël, Egypte, Jordanie, Maroc, Algérie, Tunisie, Malte, Palestine, Syrie). Près de 180 millions d'habitants seraient ainsi « pauvres en eau » dans la région. En raison des évolutions démographiques à la hausse, les écarts entre les ressources en eau par tête vont s'accroître tout comme les problèmes liés à son accès. A ces limites quantitatives et physiques se superposent des signes de dégradation de la qualité de l'eau.

La sécurité alimentaire passera donc de plus en plus par une gestion efficiente des ressources hydriques et par l'optimisation des systèmes d'irrigation. En dépit des progrès effectués dans le dessalement de l'eau de mer et la réutilisation des eaux usées, des transitions doivent donc se préparer, appelant notamment, en matière hydrique, au passage d'une gestion de l'offre à une gestion de la demande.

Pour le cas du Maroc pris à titre d'illustration, des avancées significatives sont enregistrées en matière de techniques et de pratiques d'économie de l'eau d'irrigation, de sa collecte et de sa mobilisation. En effet, pays méditerranéen à climat essentiellement semi-aride et aride, les ressources hydriques du Maroc sont limitées de par sa situation géographique et son exposition aux aléas climatiques. Ses ressources en eau conventionnelles sont limitées à 29 Milliard de m³/an avec une capacité de retenue des barrages de l'ordre de 17,6 Md m³.

Le Maroc est ainsi confronté à des problèmes de gestion durable des ressources naturelles. Le coût de la dégradation de l'eau est estimé à 1,26% du PIB. L'exploitation des eaux souterraines est estimée à 955 millions de m³/an. En outre, la perte annuelle d'eau qui résulterait du changement climatique est de 94,6 M m³.

Le secteur agricole marocain, pilier de la sécurité alimentaire du pays, est très dépendant des aléas climatiques, notamment la sécheresse et la rareté des ressources hydriques. Ainsi, la stratégie de l'irrigation et de l'économie de l'eau constitue la base de la politique agricole du pays. A cet égard, bien que l'agriculture irriguée ne couvre qu'environ 19% de la superficie agricole utile, elle contribue en

moyenne à environ 50% de la valeur agricole.

Le manque d'eau et sa raréfaction représentent d'abord un problème pour l'agriculture et les solutions pour y faire face passent impérativement par l'agriculture. C'est ainsi, dès son indépendance en 1956, le Maroc a mis l'eau au centre de son équation de développement notamment à travers la politique des barrages qui a permis de doter le pays d'importantes infrastructures hydrauliques pour passer d'une capacité de retenue de moins de 2 Md m³ à près de 17,6 Md m³ actuellement.

Pour répondre aux nouveaux enjeux, Le Maroc a orienté sa politique de gestion de l'eau vers la mobilisation, la rationalisation et la valorisation des ressources en eau conventionnelles et non conventionnelles. Concrètement, les réponses à ces enjeux sont traduites dans la stratégie de développement agricole nommée 'Plan Maroc vert' lancée en 2008 reposant sur des programmes de mobilisation et de gestion responsable de l'eau d'irrigation, valorisation des productions pour l'accès aux marchés, investissements économiques durables, promotion des innovations, soutien aux revenus des petits agriculteurs, systèmes assurantiels contre les aléas climatiques.

Ainsi, de grands projets sont mis en œuvre pour optimiser la gestion des ressources hydriques à usage agricole et en augmenter l'efficacité par la modernisation des systèmes d'irrigation, eux-mêmes étendus dans l'espace. Ces projets sont organisés en trois programmes structurants:

- Programme National d'Economie d'Eau en Irrigation (PNEEI) : qui vise la reconversion de des systèmes d'irrigation traditionnels aux systèmes moderne et économes d'eau, permettant d'économiser un volume d'eau de plus de 1,4 Md m³ en 2016, soit 2 546 m³/ha.
- Programme d'Extension de l'Irrigation (PEI) : qui vise à valoriser 1,5 Md m³ d'eau par l'aménagement hydro-agricole d'une superficie de 160 000 ha à l'horizon 2020.
- Programme de Partenariat Public-Privé en Irrigation (PPP) : l'objectif est d'assurer l'efficacité de gestion de l'eau et d'en assurer une meilleure valorisation dans les périmètres existants et les nouveaux périmètres ainsi que la sauvegarde de l'irrigation dans les zones à haut potentiel de production agricole notamment à travers les projets de dessalement de l'eau de mer.

Ces programmes donnent d'or et déjà leur fruit, puisque l'irrigation et la technologie qu'elle a entraîné ont grandement contribué à la construction de la résilience de l'agriculture marocaine. En effet, depuis 2008, la stratégie 'Plan Maroc Vert, est parvenu à augmenter la valeur ajoutée du secteur agricole mais également à contenir les impacts de crises climatiques. La saison agricole 2015-2016 a été marquée par un déficit pluviométrique dépassant 50% par rapport à la moyenne d'une campagne normale. Toutefois, le PIB agricole n'a pas été aussi comprimé qu'il aurait pu l'être par le passé, preuve tangible que le plan apporte des solutions aussi face aux chocs climatiques. Il a subi une baisse de 7% incomparable avec une décroissance à deux chiffres comme auparavant, quand des sécheresses venaient plomber le PIB agricole jusqu'à 40% parfois.

Le cas du Maroc montre comment en valorisant les expériences du dernier demi-siècle de développement agricole du pays ainsi que des bonnes pratiques repérées à l'internationale, la stratégie de développement agricole 'Plan Maroc Vert' a intégré pleinement, dans sa vision et ses outils stratégiques, les enjeux de développement durable et de changements climatiques.

Outre la problématique économique, les enjeux de la question de la rareté de l'eau débordent inévitablement sur le terrain sociopolitique et géostratégique. Il convient donc d'agir en faveur d'une gestion plus responsable et plus efficace de l'or bleu. Dans la région méditerranéenne, le levier principal se situe dans le domaine de l'agriculture. Ceci appelle un engagement soutenu du secteur agricole dans la gestion des ressources hydriques et requiert un consensus international, régional, national et local dans l'objectif de concilier le développement socio-économique et la préservation de l'environnement.